

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 25 juin au 1^{er} juillet 2016

Rappel, la semaine dernière : Brexit ; Magnanville ; Loi Travail ; Manifestations ; Ecoles hors contrat ...

Brexit : très fort

172 messages ont été reçus cette semaine, portant à 210 le total des réactions.

Outre les courriers (relativement nombreux) provenant de ressortissants Britanniques préoccupés par le vote ou se disant « *désolés* » du « *message renvoyé* » par leurs concitoyens :

- pour la majorité, le vote des Britanniques **constitue un « évènement majeur »** qui doit interpellier en premier lieu les leaders européens. Bien que regrettant ce résultat, ils le **jugent « compréhensible » au regard des « défauts de l'actuelle union »**.

Dressant le constat d'une Europe « *déconnectée des peuples et sclérosée par la technocratie* », ces intervenants préviennent : **sans un changement « profond et rapide »** dans des domaines tels que « *la sécurité, la défense, le social, la fiscalité, la lutte contre le chômage* », **la sortie de la Grande-Bretagne ne serait qu'une première étape** annonçant « *d'autres désertions* » qui **condamneraient l'Europe à « s'autodétruire »**.

Si tous réclament une Europe « *plus proche des gens* », les avis touchant directement aux institutions sont plus rares, et divergents entre les partisans d'une « *Europe fédérale* » et les tenants d'« *une Europe à deux vitesses conduite par le couple franco-allemand* ».

- A noter une vingtaine de courriers, principalement de **sympathisants socialistes**, estimant que **le Brexit doit être un « moment d'opportunités »** et encouragent le Président de la République à « **prendre le leadership** » du **changement européen pour que l'Europe**. Ils soulignent l'occasion politique offerte de « *prendre de la hauteur* » et dressent un parallèle avec « *la dignité exprimée suite aux attentats* », l'alliance de ces deux « *facettes de votre personnalité* » pouvant se révéler être une « *arme politique* » dans la perspective de 2017.

Parmi les **angles minoritaires** :

- **13% souhaitent que les négociations de sortie de la Grande-Bretagne soient « rapidement réglées »** afin de ne pas « *laisser dans le doute les Européens* », ni « *subir le courroux des institutions financières* ».
- **8% assument un « esprit revanchard »** et demandent à sanctionner « *durement et durablement* » la Grande-Bretagne suite à son « *pied-de-nez* ».
- **8% félicitent les Britanniques** pour une prise de position « *courageuse* » et **appellent à l'organisation d'un référendum** similaire en France - soit un volume identique aux interventions de la semaine dernière.

Le reste des commentaires consistent en des propositions plus ou moins réalisables ou se résument en de simples commentaires de cette actualité.

Loi Travail : modéré, en baisse

Alors que la mobilisation s'essouffle, les courriers aussi. **La reprise du dialogue entre le gouvernement et les syndicats n'a notamment pas entraîné de flux particulier** : ils ne sont qu'une douzaine à s'exprimer sur ce sujet.

Bien que plus modérés dans leurs propos, les opinions sont toujours dominées par les critiques. Les plus mobilisés accusant l'exécutif de « *mépriser le peuple* » ; les travailleurs sincèrement inquiets de certaines dispositions (en particulier la rémunération des heures supplémentaires) ; les partisans d'une « *sortie par le haut* » avec les syndicats dont la moitié préconise la suspension de la loi à la faveur de l'été.

Deux commentaires résument l'état d'esprit des correspondants : quand l'un regrette que le gouvernement « *lâche du lest* » avec les syndicats, un autre déplore une « *loi inutile qui bloque le pays* ».

Le travail parlementaire, comme l'éventualité d'un nouveau recours au 49-3 ne sont pas commentés.

Projet de taxe d'équipement régional : modéré, potentiellement fort

Une vingtaine de correspondants ont réagi en 48h à l'annonce d'une probable inclusion dans la prochaine loi de Finances de la taxe spéciale d'équipement régional. Ils « s'insurgent » d'un nouveau « coup dur » annoncé alors qu'ils se disent « déjà asphyxiés » par « les différents impôts et taxes ».

Ils dénoncent également assez durement un « **nouveau mensonge** » de la part de l'exécutif, alors que le Chef de l'Etat « vient d'annoncer une baisse d'impôt dans les Echos » : « des mensonges encore et toujours, mais là c'est tellement grossier, on nous prend pour des imbéciles ».

A ce sujet, un tiers d'entre eux se « désolent » d'une nouvelle « **cacophonie** » qui aura « émaillé l'ensemble du quinquennat ».

Magnanville – menace terroriste : faible

En forte baisse, l'acte terroriste perpétré à Magnanville n'a plus suscité qu'une poignée de réactions, toujours sous les mêmes angles : le manque de fermeté de l'exécutif envers les « potentiels terroristes fichés S » ; le parallèle entre immigration et terrorisme (« cet enfant est orphelin à cause de 40 ans de politique migratoire incontrôlée et de 40 ans d'inconscience collective »).

Enfin, deux policiers municipaux demandent d'élargir à leur corps l'autorisation du port d'arme en dehors des heures de service : « étant des cibles, tout comme nos collègues de la police nationale, nous demandons les mêmes protections ».

Primaire à gauche / candidature du PR : faible

5 personnes sont revenues sur l'annonce d'une primaire à gauche. 3 soutiennent la candidature du Chef de l'Etat, exprimant leur enthousiasme à l'idée de le voir défendre son bilan et présenter sa « vérité » aux Français : « J'ose espérer vivement que vous vous soumettiez à cet exercice et que vous en sortirez investi pour le scrutin présidentiel, car vous avez tout lieu d'être fier de votre bilan compte tenu de la situation délicate dont vous avez héritée et des défis que vous avez relevés ».

Consultation Notre Dame des Landes : très faible

Seules 5 personnes ont commenté les résultats de la consultation locale relative au transfert de l'aéroport de Nantes sur le site de Notre-Dame-des-Landes. Satisfait du résultat, un partisan du OUI réclame le démarrage rapide des travaux « comme vous l'aviez promis » et l'évacuation des zadistes. A l'inverse, faisant fi du vote, 3 défenseurs de la « zone naturelle du bocage » demandent au Président de la République de renoncer à ce projet jugé « incohérent » avec les engagements de la COP21. Seul un opposant conteste la légitimité du scrutin, revenant sur le périmètre départemental choisi pour la consultation.

Interview PR Les Echos : très faible pour le moment

A ce jour, 3 Français ont réagi à l'interview dans Les Echos, tous pour réfuter avec virulence l'annonce d'une possible baisse d'impôts en 2017 : « il promet de nouveau des baisses d'impôts mais [...] il n'a pas été capable de respecter ses engagements pris lors de la campagne précédente » et l'hypothèse d'une candidature aux prochaines présidentielles : « comment osez-vous nous proposer une nouvelle candidature ? Vous nous avez menti et vous continuez à nous mentir ». A noter toutefois que ces correspondants interviennent régulièrement pour critiquer l'action présidentielle.